

ALI HAROUN

# «Le plus grand mal de l'Algérie

A 82 ans, Ali Haroun a toujours le verbe haut et la lucidité du propos, la rigueur du raisonnement. Il assume franchement ses prises de position lors des moments graves, comme ce fut le cas au moment de l'arrêt des élections législatives de 1992 et face à la terreur des djihadistes du FIS qui préfigurait déjà le terrorisme de la décennie noire, car alors point de salut pour tous ceux qui n'étaient pas avec eux. Il revendique son choix de combattre l'instauration d'un Etat théocratique tel que l'ont conçu ses promoteurs et à leur tête Ali Benhadj, numéro 2 du parti islamiste. Le Rempart, son dernier ouvrage, il le consacre à cette période qui l'a vu au HCE pour la sauvegarde de l'Algérie et lui épargner une afghanisation rampante. C'est un livre-document pour les étudiants, les enseignants et les historiens par la foule de détails et de références qu'il comporte. Ce livre semble dire : «Afin que nul n'oublie.» Du reste, Ali Haroun se pose comme témoin et acteur lucide de chaque période de l'histoire contemporaine de l'Algérie à travers une série d'ouvrages qui prend sa source dans son engagement dans le FLN en 1955 jusqu'à son rôle actif dans le retour de Boudiaf avec son épilogue dramatique. Il en parle dans cet entretien tout comme il s'étendra sur d'autres questions d'actualité. Avec la même passion...

Entretien réalisé par  
Brahim Taouchichet

**Le Soir d'Algérie : Militant de la cause nationale de la première heure, homme politique actif dans les moments cruciaux de l'Algérie post-indépendance, homme d'action aussi, vous n'avez jamais déserté la scène publique. Votre engagement ne s'est-il jamais démenti ?**

**Ali Haroun :** Je crois que vous vous trompez sur ce point, car je me suis désintéressé de toute activité politique de 1963 à 1991. Pendant la guerre, j'ai été membre du comité fédéral de la Fédération de France. En 1956, j'ai été chargé par Boudiaf de lancer le journal *Résistance algérienne* qui deviendra par la suite *El Moudjahid*. J'étais membre du Conseil national de la Révolution algérienne (CNRA), mais après la crise de 1962 et le congrès de Tripoli, j'ai considéré que nous avions emprunté la mauvaise voie qui nous a d'ailleurs amenés à la confrontation entre frères de combat qui s'est terminée par le cri du peuple «*sebaâ s'nine barakat*» (sept ans ça suffit !). Dès le mois de juin à Tripoli, nous savions que ça allait dégénérer ainsi. Nous savions qu'avec la position prise par Ben Bella, soutenu par Boumediène, nous allions à la confrontation. Elu malgré moi à l'Assemblée nationale constituante non pas parce que c'est Ben Bella qui nous a octroyé les 6 sièges qui revenaient légalement à la Fédération, mais parce que la Wilaya IV a accepté de se priver de deux sièges, la Wilaya III 2 sièges et la Wilaya II 2 sièges. Mais Ben Bella a fait sa Constitution au cinéma Majestic (aujourd'hui Atlas) et a demandé à l'Assemblée constituante de voter ce texte. Nous étions 21 à dire non et ne pas voter pour lui.

Compte tenu du système instauré dès juin 1962, nous qui étions dans cette opposition à l'Assemblée allions être ostracisés. C'est pourquoi je ne pouvais rester ou faire de l'opposition quelconque. Etant jeune avocat, j'ai repris mon cabinet en 1963 et ne me suis plus occupé de politique. Quand on me dit vous êtes un homme politique, je dis pas du tout, ce sont les événements de 1991 qui m'ont rappelé.

**Cela coïncide avec le retour de Mohamed Boudiaf...**

Non avant ! Voilà ce qui s'est passé : avec la grève insurrectionnelle du FIS, le gouvernement Hamrouche est tombé. Sid-Ahmed Ghazali, qui a été chargé par Chadli de constituer un nouveau gouvernement, m'avait connu pendant la guerre quand il était étudiant en France. J'étais alors responsable au sein du comité fédéral chargé de l'information, de la communication, des détentions. Et à ce titre, il me fit appel pour me demander un avis et aussi parce qu'en 1990, on avait organisé la conférence nationale des démocrates. Abdallah Bentobal en

était le président et moi secrétaire général. C'est dans ce cadre que je suis allé à Kenitra pour en parler avec Boudiaf avec lequel je n'ai jamais coupé le contact pendant toute la durée de son exil. Il était mon responsable durant la guerre, j'avais donc avec lui des relations particulières. Je rétorque à Ghazali qu'il ne faut plus parler de la main de l'étranger à chaque crise politique ; par contre, le citoyen algérien ne dispose d'aucun droit : de voyager, de voter, de parler ou d'écrire librement depuis 1962, d'où l'idée de créer un ministère des Droits de l'homme. Pour ce faire, une semaine après, il m'appelle.

**Ce mois de janvier, nous rappelle le retour au pays du défunt Mohamed Boudiaf et son assassinat 6 mois après, retour auquel vous avez activement participé. Quel est votre sentiment aujourd'hui ?**

J'ai fondé en lui beaucoup d'espoir. Il était mon responsable direct pendant la guerre, et durant toute sa détention, nous avons gardé le contact par divers canaux, notamment par le biais des avocats. Au sein de la Fédération de France, j'étais responsable des détentions et des camps d'internement que je supervisais. Ainsi, quand nous nous sommes retrouvés à Tripoli, nous étions du même bord, c'est-à-dire pour le congrès à Alger en présence de tous afin de sortir avec un vrai bureau politique. Durant la crise, à Alger, nous étions avec lui lors de la création du Parti de la révolution socialiste (PRS). Quand il est allé au Maroc, je l'ai vu à plusieurs reprises à Kenitra. C'est un homme politique important et un ami. Avec sa mort, je perds donc un ami et un Monsieur pour qui j'avais le plus grand respect. Je vous avoue que pendant des jours et des jours, je perdais le sommeil me posant la question sans cesse si

**CONSTITUANTE  
«Ben Bella a fait sa  
Constitution au  
cinéma Majestic  
(aujourd'hui Atlas)  
et demandé à  
l'Assemblée  
constituante de  
voter ce texte.»**

j'ai bien fait d'aller le voir. Je l'ai convaincu, mais il y a d'autres facteurs qui ont pesé dans sa décision. Je me sens en quelque sorte responsable de sa mort, en ce sens qu'il m'avait reçu pour discuter de l'éventualité de son retour. Aujourd'hui encore, je m'interroge (ndlr : il a les yeux rougis par l'émotion), parfois je me le reproche ! Cet homme a ressuscité l'espoir, c'était notre sentiment. Evidemment si on ne l'avait pas contacté... Bien sûr, on peut refaire l'histoire avec des si. Une fois je suis allé le voir dans sa briqueterie à Kenitra, il devait se laver les mains couvertes d'argile. Il serait mort comment ? Inconnu de l'opinion publique algérienne. C'était un homme dont la réputation avait franchi les frontières. Les hommes politiques de son époque le connaissent. Voilà un homme, à mon sens, qui a pris sa revanche sur l'histoire qui l'a ignoré pendant une trentaine d'années. Sans son retour c'est une page d'histoire de l'Algérie qui disparaissait.

**Mais cet espoir a été tué avec son**



Photo : D. R.

**assassinat dont on dit qu'il était prémédité ou produit d'un complot ?**

Vingt-deux ans après, une grande partie de l'opinion publique s'interroge sur la thèse de l'acte isolé, mais avec des nuances parce que je ne crois pas que tuer Boudiaf soit né comme ça dans l'esprit de Boumaârafi. Le bras qui l'a tué on le sait, c'est lui. Comment est-il arrivé à cette décision tragique, comment ? Voilà un homme, Boumaârafi, qui est intégriste ; on trouve chez lui les enregistrements de Sayed Qotb, les enregistrements de la propagande islamiste. Comme lui, beaucoup de nos jeunes à cette époque sont devenus brusquement islamistes intégristes. Dire qu'il était seul ? Qui l'a formé ? Qui l'a consciemment ou inconsciemment poussé au crime ?

**Vous soutenez toujours la thèse de l'acte isolé ?**

Je serais vraiment étonné que le madjless choura du FIS se soit réuni pour dire on va charger un tel pour ça. Ça m'étonnerait qu'une mafia politico-financière dise on va charger ce monsieur de le tuer. Si elle pousse à un acte aussi grave, il faut qu'elle en tire profit en le revendiquant.

**Justement, l'on dit que c'est parce qu'il commençait à déranger certains intérêts ?**

On peut le dire, c'est une thèse qui peut être défendue... Il faut la prouver.

**Nacer Boudiaf, son fils, la rejette, et dans une lettre ouverte qui vous interpelle, il réclame que toute la lumière soit faite sur cet assassinat. Qu'en dites-vous ?**

Je respecte la douleur du fils, mais je ne crois pas que parmi les hommes politiques connus de cette époque quelqu'un ait un éclairage sur cet assassinat. Il est évident que personnellement, si je savais quelque chose, je me serais très vite exprimé pour faire éclater la vérité sur sa mort. Vous savez tout au long de l'histoire, il y a eu des régicides comme celui de Ravailac\* qui a assassiné Henri IV. Parler d'un acte isolé, non, mais dire que Boumaârafi a été conditionné dans ce sens, oui.

C'est la conclusion du psychiatre, le professeur Bachir Ridouh (aujourd'hui décédé) qui l'a suivi et qui lui a parlé pendant des mois et des mois. Par contre, ce qu'il faut souhaiter, c'est qu'un jour Boumaârafi ait un remords de conscience et qu'il dise : la vérité, la voici. S'il ne le dit pas, sans doute il n'y

en pas, je ne sais pas, je ne peux pas y répondre. Pour moi, je pense qu'il n'y avait pas de complot proprement dit. Mais l'idée est tellement ancrée dans l'opinion publique que l'in vraisemblable l'emporte. Je ne peux rien dire de plus.

**Pour certains, on aurait pu éviter cette tragédie en laissant se poursuivre les élections, car une fois au pouvoir, les islamistes se seraient par eux-mêmes disqualifiés et discrédités ?**

C'est ce qu'on nous a dit, lorsque j'ai été chargé par Boudiaf d'expliquer en Europe ce qui s'est passé, en particulier dans les pays nordiques. On nous a taxés d'anti-démocrates et que le FIS l'ayant emporté démocratiquement, il fallait le laisser prendre le pouvoir. Mais dites-moi, est-ce que la démocratie se résume à glisser mécaniquement un bulletin dans l'urne ? Est-ce que la démocratie m'oblige à laisser quelqu'un qui déclare que la démocratie est *kofr* prendre le pouvoir ?

Le FIS voulait instaurer un Etat théocratique, antidémocratique. Je n'ai rien contre cette conception, mais à condition que celui qui la professe respecte l'autre. Nous étions devant un parti totalitaire qui n'acceptait pas d'opposition sauf si elle est à l'intérieur de l'Islam comme l'avait affirmé Ali Benhadj, Islam, tel qu'il le comprend lui, sinon les autres sont des mécréants et n'ont pas droit de cité. Donc moi, j'ai tout à fait le droit de m'opposer à l'arrivée au pouvoir de pareils gens.

**Vingt-deux ans après, vous arrive-t-il de douter quant à vos prises de position et bien sûr votre rôle d'acteur politique bien en vue durant cette période ?**

Je vais vous dire comment cela s'est passé à propos de l'arrêt du processus électoral. Deux jours après le premier tour, il y a eu une réunion avec le chef du gouvernement et tous les ministres. La majorité a dit qu'on ne peut pas continuer cette mascarade, à l'exception de deux ou trois ministres, car elle nous mènera à une situation impossible. Dans une logique claire, deux femmes ministres ont dit qu'on devait s'opposer à la poursuite de ces élections. Belkaïd, alors ministre chargé des relations avec le Parlement, a fait une intervention qui a convaincu la plupart d'entre nous. Je disais à peu près la même chose.